



jeudi, 9. Mars 2017

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie	2
<i>Salon de l'Agriculture: légère hausse du nombre de visiteurs</i>	2
<i>Le boeuf français va bientôt retourner en Chine</i>	2
<i>Immobilier : malgré la hausse des taux, les Français empruntent en masse</i>	2
<i>Les prix du gaz vont baisser de 0,7% en avril</i>	2
<i>L'économie française a créé 187.200 emplois en 2016, un record depuis 2007</i>	3
<i>La Banque de France un peu plus optimiste pour la croissance du premier trimestre</i>	3
Commerce	4
<i>Carrefour va se lancer dans la banque en ligne</i>	4
<i>EDF: projet de centrale au gaz en Angleterre</i>	4
<i>Samsung et Décathlon sont les marques les plus appréciées des Françaises</i>	4
<i>Bridgepoint lance un méga fonds pour les entreprises en difficultés</i>	5
Transactions & Contrats	6
<i>Les sociétés françaises n'ont jamais autant acheté allemand</i>	6
<i>PSA acquiert Opel, la filiale européenne de General Motors</i>	6
<i>L'Oréal rachète 3 marques au canadien Valeant</i>	8
<i>Gorgé veut mettre ses imprimantes en Bourse</i>	8
<i>EDF: augmentation de capital de 4 mds €</i>	8
<i>Engie et EDPR candidats à un appel d'offres d'éolien en mer</i>	9
Régions	9
<i>La Normandie promet 10 millions pour redynamiser les centres-villes</i>	9
<i>La Bretagne lance sa plus grosse unité de bio-méthane</i>	9



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Salon de l'Agriculture: légère hausse du nombre de visiteurs

Source : Le Figaro

Le 54e salon de l'Agriculture, qui s'achève dimanche soir, a vu sa fréquentation légèrement augmenter en 2017 par rapport à l'année précédente, sans toutefois atteindre le record de 2014.

Près de 619.000 visiteurs auront arpenté les allées de la plus grande ferme de France pendant les 9 jours qu'aura duré le salon, selon ses organisateurs. Les deux weekends du 25/26 février et du 4/5 mars ont compensé la semaine qui ne tombait pas cette année en même temps que les vacances scolaires des petits parisiens, selon les organisateurs.

Le salon fait mieux que les 611.000 visiteurs de 2016, lorsque qu'il avait pâti du climat d'inquiétude après les attentats du 13 novembre. En 2015, il avait enregistré 691.000 visiteurs, après 703.000 en 2014.

Outre l'inauguration par le président François Hollande et le passage de nombreux ministres du gouvernement, à quelques semaines de l'élection présidentielle, le salon de l'Agriculture a tenu lieu d'arène politique aux différents candidats: Marine Le Pen mardi, Emmanuel Macron et François Fillon mercredi ainsi que Benoît Hamon jeudi.

Le salon a reçu, en plus du grand public, 48 délégations étrangères.

"Les délégations étrangères sont plus nombreuses les années où se déroule en parallèle le Sima", le salon du

machinisme agricole, a expliqué le président du salon de l'Agriculture Jean-Luc Poulain.

Le Sima, qui a fermé ses portes jeudi à Villepinte près de Paris, a accueilli 232.000 visiteurs professionnels, soit 3% de moins que lors de la précédente édition en 2015.

Le boeuf français va bientôt retourner en Chine

Source : Le Figaro

La Chine a assoupli vendredi l'embargo qu'elle imposait à la viande bovine française depuis 2001, conséquence de la crise de la vache folle. Une perspective dont se réjouissent les éleveurs, même si la reprise effective des exportations vers ce marché majeur prendra du temps.

"Cette décision prise près de neuf ans après la reconnaissance par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) du statut de pays +à risque maîtrisé+ de la France était très attendue, et s'appliquera à la viande désossée des bovins âgés de moins de 30 mois", a dit vendredi le ministère de l'Agriculture.

Le gouvernement mène depuis près de deux ans une véritable croisade diplomatique pour que le boeuf français, touché par une série d'embargos depuis la crise de la vache folle à la fin des années 90, puisse retrouver le chemin de l'export.

Immobilier : malgré la hausse des taux, les Français empruntent en masse

Source : Le Figaro

La hausse des taux de crédit immobilier se poursuit en ce début d'année. Mais, malgré cela, les Français

continuent de profiter de conditions encore avantageuses pour emprunter.

Comme prévu, la hausse des taux de crédit immobilier se poursuit. Mais rassurez-vous: elle n'est que très légère. Le mois dernier, le taux moyen toutes durées confondues est passé de 1,38% à 1,49% (hors assurance), selon l'Observatoire Crédit Logement/CSA qui prévoit un taux moyen de 1,7% d'ici la fin de l'année. Cette hausse très modérée de 11 points de base représente une progression d'un peu moins de 10 euros de vos mensualités dans le cadre d'un emprunt de 200.000 euros sur 20 ans - qui représentent les critères d'emprunt moyens.

Depuis décembre 2016, les taux ont repris 18 points de base, retrouvant leur niveau du mois d'août 2016, une période «considérée comme particulièrement favorable à la réalisation des projets immobiliers», rappelle Crédit Logement. «Ce n'est plus le moment idéal pour emprunter mais cela reste très profitable», explique Hervé Hatt, président de Meilleurtaux.com. Les taux restent encore à des niveaux historiquement bas, comme l'atteste ce graphique ci-dessous.

Les prix du gaz vont baisser de 0,7% en avril

Source : Le Figaro

À compter du 1er avril, les tarifs réglementés du gaz, appliqués par Engie (ex-GDF Suez), vont enregistrer une légère baisse.

La volatilité des prix de l'énergie reste décidément d'actualité. Après une hausse de 2,6% au 1er mars, les tarifs réglementés du gaz pour les particuliers (appliqués par Engie) vont baisser de 0,7% au 1er avril

prochain. Au 1er février, ils avaient déjà baissé de 0,6%. A chaque fois, le chemin est bien balisé: l'entreprise adresse une demande de révision tarifaire à la Commission de régulation de l'énergie (CRE), qui possède un avis consultatif dans ce dossier. Environ 7 millions de foyers sont concernés par cette mesure.

Le début du printemps coïncide donc avec une légère baisse des prix du gaz qui, tout au long de l'hiver, ont donc enregistré une série de variations. Cette évolution contrastée est allée de pair avec un hiver plus rigoureux que les précédents, notamment pendant le mois de janvier - marqué par plusieurs jours en dessous des normales saisonnières. Ce qui convient bien aux énergéticiens, qui avaient dû compter avec un hiver 2015-2016 particulièrement clément.

Rappelons que les prix réglementés du gaz sont indexés pour une partie sur les cours du pétrole qui semblent aujourd'hui durablement installés au dessus de la barre des 50 dollars. La semaine dernière, le prix moyen du Brent à Londres a légèrement baissé à 54,63 contre 55,31 la semaine précédente. La fermeté des cours tient notamment au fait que les engagements des pays membres de l'Opep de réduire leurs livraisons ont été tenus.

[L'économie française a créé 187.200 emplois en 2016, un record depuis 2007](#)

Source : Le Figaro

Selon les chiffres définitifs de l'Insee, la création d'emplois a presque doublé par rapport à 2015. Une progression due principalement à celle de l'intérim qui a progressé de 12%.

L'économie française a créé 187.200 postes, en net, dans le secteur marchand (+1,2%) sur l'ensemble de l'année 2016, une performance inédite depuis 2007, selon les chiffres définitifs de l'Insee publiés jeudi. Ces chiffres viennent confirmer à quelques milliers près les estimations provisoires de février (191.700 emplois). Le dernier trimestre de 2016 s'est bien terminé, avec 64.400 créations nettes d'emploi dans les secteurs marchands non agricoles (+0,4% par rapport au trimestre précédent), soit le septième trimestre consécutif de hausse, précise l'Insee.

Malgré une hausse du produit intérieur brut (PIB) légèrement ralentie en 2016 par rapport à 2015, à +1,1% après +1,2%, l'économie française a créé près de deux fois plus d'emplois dans le secteur privé en 2016 qu'en 2015 (100.000).

Le secteur privé crée de l'emploi grâce à l'intérim

Le secteur privé est resté, en fin d'année dernière, créateur net d'emplois pour le septième trimestre consécutif, principalement grâce à l'intérim, qui a progressé de 6,1% sur les trois derniers mois (+37.600 postes), et, sur l'année, bondi de 12%.

Sur cette même période, l'emploi tertiaire marchand hors intérim croît au même rythme que le trimestre précédent: +34.500 (+0,3%). En revanche, l'industrie et la construction continuent de détruire plus d'emplois qu'elles n'en créent: 5.500 emplois perdus dans l'industrie (-0,2%) au dernier trimestre, soit 24.900 sur l'année (-0,8%), et 2.200 dans la construction (-0,2%) au dernier trimestre et 10.800 en un an (-0,8%).

[La Banque de France un peu plus optimiste pour la croissance du premier trimestre](#)

Source : Les Echos

L'Institut d'émission estime que le PIB progressera de 0,4% au cours des trois premiers mois de l'année. Une accélération qui reste minime cependant.

C'est sans doute l'épaisseur du trait, mais c'est assurément une bonne nouvelle. La Banque de France vient en effet de relever légèrement son estimation pour le PIB du premier trimestre. Désormais, l'Institut d'émission table sur une hausse de 0,4% de la croissance au cours des trois premiers mois de 2017.

C'est une prévision un peu plus haute que le 0,3% annoncé il y a quelques semaines et que la prévision de l'Insee dans sa dernière note de conjoncture.

Les chefs d'entreprises plus optimistes

Cette révision à la hausse s'appuie avant tout sur le plus grand optimisme des chefs d'entreprises interrogés par la Banque de France. En effet, après avoir constaté un rebond de leur production en février, les industriels prévoient une nouvelle hausse en mars. Sans doute alimentée par le fait que les "livraisons et commandes accélèrent" tandis que les stocks "s'approchent de leur niveau-plancher de 2010" et devront de ce fait être réconstitués.

Dans les services, l'activité poursuit aussi sa progression (notamment dans l'intérim, le transport et le conseil) et devrait continuer sur sa lancée en mars.

Enfin, l'optimisme est aussi de mise dans le bâtiment où "le second oeuvre et dans une moindre mesure le gros oeuvre sont en hausse", souligne la Banque de France qui précise que "les carnets de commandes s'étoffent et retrouvent leur niveau de 2011".

Une année 2017 qui ne sera pas très dynamique

Pour autant, cette révision à la hausse ne doit pas faire illusion sur le rebond de l'activité. À 0,4%, la hausse du PIB reste identique en tout point à celle de la fin de l'année 2016. Et c'est sans doute pour l'heure insuffisant pour revoir de manière significative les anticipations pour l'ensemble de l'année en cours, même si dans ses prévisions du printemps, l'OCDE vient de revoir à la hausse mardi son estimation à 1,4%.

Et la prévision de 1,5% défendue par le gouvernement reste toujours dans le haut de la fourchette des anticipations. La Banque de France table sur une hausse de 1,3% tandis que le consensus des économistes est plutôt entre 1,2 et 1,3%.

COMMERCE

Carrefour va se lancer dans la banque en ligne

Source : Le Figaro

L'enseigne de grande distribution Carrefour va se lancer dans la banque en ligne, affirme La Tribune. Le distributeur doit présenter sa nouvelle offre le 21 mars prochain. Il s'agit d'un compte courant qui sera disponible en rayon et activable en ligne sans passer par une agence, précise le journal économique. L'objectif est notamment de séduire une clientèle plus jeune.

Carrefour possède une filiale bancaire depuis 1981 : Carrefour banque détenue à 60% par le distributeur et à 40% par BNP-Paribas. Elle propose d'ores et déjà des services de carte de paiement, assurance, assurance-vie, crédit à la consommation... Elle s'appuie sur un

réseau de 200 agences présentes dans les galeries marchandes.

EDF: projet de centrale au gaz en Angleterre

Source : Le Figaro

EDF envisage de construire une nouvelle centrale thermique au gaz dans le nord-est de l'Angleterre, non loin de certaines de ses centrales électriques existantes, a indiqué la filiale britannique de l'énergéticien français. Afin d'éviter un potentiel déficit d'approvisionnement, la Grande-Bretagne doit investir pour remplacer des sites nucléaires et au charbon vieillissants qui devraient fermer dans les années 2020.

La nouvelle centrale se situerait près de celles de West Burton, dans le Nottinghamshire, a précisé un porte-parole d'EDF Energy dans un courriel. Sa capacité ne dépasserait pas 299 mégawatts, soit moins d'un dixième de celle du futur réacteur nucléaire de type EPR qu'EDF construit à Hinkley Point. EDF exploite déjà à West Burton une centrale à charbon de 2.000 MW et une centrale à gaz de 1.500 MW.

Samsung et Décathlon sont les marques les plus appréciées des Françaises

Source : Le Figaro

Selon une étude du cabinet Yougov, les marques Samsung, Décathlon et YouTube seraient les plus appréciées des femmes françaises. Elles devancent de loin les marques de cosmétiques Nivea et La Roche Posay.

Et la marque préférée des Françaises est... Samsung. Lorsqu'il s'agit de déterminer les marques les plus

appréciées des Françaises, c'est en effet Samsung qui occupe la première place devant Décathlon et YouTube, dans l'index BrandIndex*. D'après ce classement, les sondées plébiscitent les marques qui rassemblent et sont capables d'inclure dans leurs offres tous les consommateurs. «Les marques mettant en avant la notion de famille dans leur marketing sont inévitablement en haut de ce classement», indique le cabinet d'étude Yougov. En attestent les marques Bonne Maman, La Laitière ou Evian, toutes trois dans le Top 10, mettant en scène dans leurs publicités bébés, enfants ou encore l'image maternelle.

Malgré un bouche-à-oreille négatif autour du Galaxy Note 7 en 2016, il semblerait que cela n'ait pas tant agi sur l'avis des femmes sur la marque. «Samsung vise une gamme de consommateurs précise: les familles», explique Yougov. «C'est ce qui explique le succès de la marque auprès des femmes», ajoute le cabinet d'étude. Les campagnes publicitaires autour du lave-linge Samsung Add Wash qui visaient à faire oublier les dysfonctionnements du Galaxy Note 7, semblent avoir eu un effet positif. En effet, la publicité met en exergue la facilité de la machine permettant à un enfant de faire des machines lui-même. D'autre part, la marque redore son blason avec une invention qui fait sensation au CES de Las Vegas, le Family Hub, un réfrigérateur connecté destiné aux familles. «Ces deux produits montrent une marque qui innove et se transforme. C'est ce qui plaît», explique Yougov. Aussi, «le Galaxy A5 aux formes très arrondies et aux couleurs pastel possède un design très féminin qui a récemment séduit la gent féminine». Autrefois vu comme un vulgaire copieur, la marque a acquis une légitimité.

Le slogan «À fond la forme» de Décathlon semble aussi avoir un impact positif auprès des Françaises. Bien loin devant les autres, Décathlon jouit d'une position unique

en France depuis des années. «C'est une enseigne dont se sentent proche les Français», explique Yougov. Elle se démarque avec des produits répondant aux besoins d'une large gamme de consommateurs.

Toujours fondé sur l'Impression auprès des femmes, BlaBlacar est la marque qui a le plus progressé entre 2015-2016 et 2016-2017. En effet, BlaBlacar jouit depuis ses débuts d'une image positive et ne cesse de progresser dans ce sens. «La start-up prend très à cœur l'importance de sa communauté et met en place une stratégie de fidélisation via les réseaux sociaux ou encore en créant une relation de proximité avec ses utilisateurs via l'organisation d'événements», explique le cabinet Yougov. C'est l'exemple du BlaBladay, rendez-vous annuel des covoitureurs.

Netflix se place en deuxième position de ce classement. «Le service en ligne de VOD a mené une stratégie de communication très efficace depuis son arrivée en France avec des séries qui ont eu un grand succès», indique Yougov. Enfin, le site Pinterest, qui a pour but de poster des photos inspirantes, se place sur la troisième marche dans le classement des marques qui progressent le plus entre 2015-2016 et 2016-2017. Un résultat qui ne surprend pas puisque 80% des utilisateurs de ce réseau social sont des femmes.

«Les résultats de l'étude montrent que le choix des femmes s'est fondé non pas sur l'intérêt personnel mais sur la capacité d'adaptation des marques ainsi que l'image qu'elles renvoient», ajoute le cabinet. D'ailleurs, seules deux marques plutôt destinées aux femmes apparaissent dans les 50 premières marques du classement: Nivea et La Roche Posay, respectivement à la 23e et 41e place.

Bridgepoint lance un méga fonds pour les entreprises en difficultés

Source : Les Echos

Le gérant Bridgepoint lance avec Bpifrance un fonds de 350 à 500 millions d'euros. Une première en France de la part d'un fonds de référence qui est de nature à casser les réticences des dirigeants des entreprises fragilisées.

Un nouvelle voie se dessine pour le redressement des sociétés en difficultés en France. Aiguillé par les réflexions de Bercy à l'automne 2015, le gérant Bridgepoint, investisseur depuis 25 ans dans les PME européennes, travaille à la levée d'un fonds de 350 à 500 millions d'euros dédié aux entreprises fragiles. C'est la première fois qu'un fonds institutionnel français compte ainsi investir de manière significative dans des sociétés fragiles, avec l'appui de la banque publique d'investissement.

A ce jour, seuls des purs fonds dits de « retournement » s'intéressaient à ce type de cible, et dans de nombreux cas, les entreprises étaient au bord du dépôt de bilan. Décriés parfois à tort comme des fonds « vautours », leur arrivée n'était pas des mieux accueillies et leur capacité à redresser leur cible s'en trouvait limitée, notamment quand les problèmes de santé de l'entreprise débutaient seulement. Sans compter un contexte judiciaire français très contraignant pour ce type d'acteur.

La cible : des filiales de grands groupes sous-investies ou des PME familiales sous-gérées

Le projet de Bridgepoint est différent. « Nous voulons soutenir toute cette frange de PME qui n'est ni en

croissance suffisamment forte pour convaincre des fonds de LBO classiques, ni en difficultés suffisamment lourdes pour attirer des fonds de retournement », explique Benoît Bassi, la figure historique de Bridgepoint qui supervise l'initiative. En somme, précise-t-il, ce nouveau fonds baptisé Bridgepoint Special Opportunities, « visera à redresser des entreprises sans croissance, nécessitant des investissements lourds, dans des secteurs soient délaissés par les investisseurs classiques ou peu performants sur des secteurs porteurs ». Il s'agit en priorité du stock d'entreprises prises dans la crise de 2008 que les fonds ne sont pas parvenus à céder, des entreprises familiales sous-gérées et qui font face à une échéance de succession, ou encore des filiales de grands groupes délaissées et sous-investies qui dégagent entre 50 et 300 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Cette approche venant d'un fonds « classique » répond au principal écueil du redressement des PME en France : les dirigeants reconnaissent trop tardivement leurs difficultés, pour pouvoir espérer ensuite être soutenus financièrement. Ils accueilleront d'autant mieux l'initiative d'un investisseur traditionnel et institutionnel franc-britannique.

Un appui clé de la BPI qui investit 75 millions d'euros

D'autant que ce dernier ne vient pas seul. La banque publique d'investissement qui travaille sur le sujet depuis 2015 va investir un ticket très significatif de 75 millions d'euros, soit bien plus que les 10 % classiques auquel se cantonnent d'ordinaire les investisseurs d'un fonds. Ce niveau d'intervention dépasse ce qu'elle a versé par ailleurs pour Perceva (35 millions sur 350 millions d'euros) ou pour le FCDE (Fonds de consolidation et de développement des entreprises, 70 millions sur 200 millions) lancé en 2009 avec des

banques et qui cible des PME en difficultés conjoncturelles. Ce dernier investit en outre des tickets bien moindre, soit 25 millions d'euros au maximum contre plus de 40 millions visés par Bridge Point Special Opportunities.

Bridgepoint ne se lance pas en novice. Dans cette initiative, le fonds tire sa véritable impulsion de la reprise du redressement des 13 PME du portefeuille de Edmond de Rothschild (de la société d'équipements pour dentiste Actéon au concepteur d'intérieur de luxe Christian Liaigre), au printemps 2014. En l'espace de seulement deux ans et demi, sous la direction de Olivier Nemsguem, l'équipe a complètement redressé la trajectoire. En réinvestissant, consolidant le management, réduisant la dette, et en accélérant le développement international, la valeur de ces PME a quasiment doublé. Avec à la clé, 7.680 emplois préservés. Si l'initiative est couronnée de succès, la seconde génération du fonds pourra être déployée en Italie, en Espagne et Allemagne.

TRANSACTIONS & CONTRATS

Les sociétés françaises n'ont jamais autant acheté allemand

Source : Les Echos

Selon PwC, 93 entreprises germaniques ont été rachetées par des acteurs français en 2016, contre 25 en sens inverse. Un chiffre trois fois supérieur à la moyenne sur quinze ans.

L'acquisition d'Opel par PSA, en début de semaine, en est l'éclatante illustration : les entreprises françaises n'ont jamais autant acheté de cibles allemandes, signe de l'attractivité de la première économie d'Europe. Selon une étude du cabinet PwC, 93 entreprises

allemandes ont été rachetées en 2016 par des entreprises françaises, soit un bond de 26 % en un an et un bilan trois fois supérieur à la moyenne des quinze dernières années.

A l'inverse, les entreprises allemandes se sont limitées à 25 acquisitions en France, soit un repli annuel de 20 %. La balance des rachats transfrontaliers penche du côté français depuis 2009. Avant, entre les années 2000 et 2008, les acteurs allemands étaient les plus nombreux à faire leurs emplettes de ce côté du Rhin.

« Plus que jamais, les acquéreurs français s'intéressent aux entreprises allemandes, en particulier celles de taille moyenne [PME et ETI]. Elles sont souvent détenues par des intérêts familiaux. Ces sociétés sont des "champions cachés" dotés d'une forte capacité à innover et détenant une position dominante sur des marchés de niche », explique Olivier Lorang, responsable des transactions chez PwC au sein du German Business Group.

La plus grosse opération pour SEB

L'étude ne fournit pas de bilan chiffré, parce que les montants des transactions ne sont pas toujours communiqués. Mais la plus grosse opération reviendrait au spécialiste de l'électroménager SEB avec le rachat de WMF pour 1,6 milliard d'euros. Pour 590 millions d'euros, l'entreprise d'informatique Atos a mis la main sur Unify, une ancienne division de Siemens devenue un leader de solutions de communication intégrées. Quant au réseau de maisons de retraite médicalisées Korian, il a absorbé l'allemand Casa Reha pour 300 millions d'euros.

Annoncé en octobre dernier, le rachat par LVMH (propriétaire des « Echos ») du spécialiste des bagages

haut de gamme Rimowa, moyennant 640 millions d'euros, n'est pas intégré par le cabinet Zephyr, qui n'a compilé que les opérations de rachat finalisées.

L'an dernier aura été un cru « exceptionnel », selon PwC, avec en tout 3.600 transactions sur des cibles en Allemagne, dont 60 % ont impliqué des acheteurs étrangers, chinois notamment. Dans cette catégorie, la France est passée en trois ans de la 5e à la 3e place au classement, en restant loin des Etats-Unis et du Royaume-Uni, avec respectivement 594 et 550 transactions.

PSA acquiert Opel, la filiale européenne de General Motors

Source : Le Monde

L'idylle en cours avait été révélée mardi 14 février, jour de la Saint-Valentin. A peine trois semaines plus tard, le mariage est célébré, en la présence de la patronne de General Motors (GM), Mary Barra, vêtue de noir comme si elle portait le deuil de son activité européenne. PSA a annoncé, lundi 6 mars, avoir conclu un accord avec GM pour le rachat d'Opel-Vauxhall auxquels s'ajoutent les activités financières de GM en Europe, l'ensemble étant valorisé à 2,2 milliards d'euros.

Une page se tourne dans l'histoire de l'industrie automobile : le premier constructeur américain jette l'éponge en Europe, mettant fin à une présence de quatre-vingt-huit ans. PSA, déjà premier groupe automobile français, devient numéro deux sur le Vieux Continent avec 3 millions de voitures vendues en 2016, derrière Volkswagen (3,9 millions) mais devant le grand rival Renault-Nissan (2,5 millions). A l'échelle mondiale, la nouvelle entité Peugeot-Citroën-DS-Opel-Vauxhall pèse 4,3 millions de voitures vendues.

Pour entrer dans les détails financiers de l'opération, les activités automobiles de GM en Europe – déficitaires depuis quinze ans – sont acquises pour 1,3 milliard d'euros. Outre le rachat de la marque Opel et de sa jumelle britannique Vauxhall, PSA va reprendre la filiale financière de GM Europe pour 900 millions d'euros dans le cadre d'une coentreprise avec BNP Paribas. Au total, PSA débourse donc 1,8 milliard d'euros pour s'offrir la galaxie Opel.

L'opération semble à la portée de PSA, qui a annoncé un bénéfice net part du groupe de 1,7 milliard d'euros pour 2016 mais qui dispose surtout d'un trésor de guerre de 6,8 milliards de trésorerie inscrit dans les comptes au 1er janvier de cette année.

Cadeau de mariage

D'autant plus que dans la négociation serrée mais efficace de ces derniers jours, PSA a convaincu GM de supporter les engagements financiers concernant le plan de retraite des salariés d'Opel. « Les obligations relevant de l'Actives Plan allemand et des petits régimes de retraite d'Opel-Vauxhall seront transférées à PSA, précise le constructeur. GM versera à PSA 3 milliards d'euros pour le règlement complet des pensions transférées. » Un effort substantiel de GM qui démontre son envie d'aboutir.

Dans la corbeille des nouveaux mariés, on trouve évidemment les sites européens d'Opel : six usines de montage et cinq sites de production de pièces, un centre d'ingénierie à Rüsselsheim en Allemagne, et les 40 000 salariés des deux marques. Seul le centre de R&D de Turin restera dans le giron de GM. Le groupe américain a aussi ajouté en cadeau de mariage la possibilité pour PSA d'utiliser la technologie des

voitures électriques d'Opel (qui commercialise l'Ampera), sans payer de royalties et jusqu'à ce que le français dispose de sa propre plate-forme.

Voici donc PSA lesté d'un nouveau portefeuille de marques à un prix défiant toute concurrence. Revers de la médaille, l'ensemble n'a guère fière allure. La division européenne de GM est en déficit chronique. Elle a perdu 257 millions de dollars (241 millions d'euros) l'année dernière. Pis, en seize ans, la facture s'est élevée à 15 milliards de dollars pour la firme de Detroit.

Lire aussi notre portrait : Le patron du nouveau groupe PSA-Opel, Carlos Tavares, mécano de l'industrie auto. Qu'à cela ne tienne, Peugeot-Citroën croit en sa capacité à renverser la vapeur. « En 2012, notre performance était équivalente à celle d'Opel aujourd'hui », expliquait Carlos Tavares, lundi matin, devant les analystes financiers. PSA affichait un taux d'occupation de ses usines de 79 % en 2014, soit moins que la performance d'Opel en 2015 (82 %). Aujourd'hui, PSA fait tourner ses sites industriels à quasiment 100 %. PSA se dit persuadé de pouvoir « réaliser d'importantes économies d'échelle et de dégager des synergies dans les domaines des achats, de la production et de la R&D ». Le groupe – qui avait déjà lancé un partenariat pour produire trois véhicules avec Opel – chiffre à 1,7 milliard d'euros annuels les économies communes attendues d'ici à 2026. PSA compte rendre Opel rentable dès 2020 (marge opérationnelle de 2 %) et dégager une productivité de 6 % en 2026.

La CGT hostile au projet

Reste à finir de vendre l'opération aux syndicats. Dès la fin de la conférence de presse, Carlos Tavares embarquera sur un vol easyJet direction l'Allemagne, où sa première rencontre sera pour le leader des salariés

d'IG Metall. Le patron de PSA a déjà largement balisé le terrain lors de ses visites outre-Rhin et outre-Manche. Il a réaffirmé encore le 6 mars que les sites seraient préservés.

Les discussions entre PSA et GM ont été accueillies dans un premier temps par une vague de craintes en Allemagne et au Royaume-Uni. Le président du directoire, Carlos Tavares, a promis à plusieurs reprises que le groupe respecterait tous les accords sociaux en vigueur.

En France, où PSA est lié jusqu'en 2019 par un accord de compétitivité, les syndicats signataires de l'accord voient dans le projet « une opportunité à saisir ». FO, la CFE-CGC, la CFDT, la CFTC et le SIA-GSEA attendent cependant des réponses lors du comité central d'entreprise (CCE) consacré à Opel qui devrait se tenir prochainement. « Elles demanderont à la direction de présenter des éléments détaillés pour confirmer la viabilité du projet d'acquisition et d'apporter des garanties sur les conséquences stratégiques, économiques et sociales de ce projet, ont dit les syndicats dans leur communiqué. Dès lors, les organisations réformistes pourraient officialiser leur soutien à ce projet (...) qui donnera une nouvelle dimension au groupe PSA. »

Seule la CGT s'est déclarée hostile à un projet qui annonce, selon elle, des attaques contre l'emploi en Allemagne, en Angleterre et en France, et qui permettra à la direction du constructeur de tenter « constamment de mettre en concurrence les salariés d'Opel contre ceux de PSA. La CGT appelle les salariés, qu'ils soient en Allemagne, en Angleterre mais aussi en France, à se préparer dès aujourd'hui à défendre leurs intérêts par-delà les frontières. Une fois les élections politiques allemandes passées [fin 2018], la CGT est convaincue

que Carlos Tavares aura comme premier objectif de s'attaquer à l'emploi. »

PSA a annoncé lundi 6 mars être parvenu à un accord avec General Motors (GM) afin d'acquérir sa filiale automobile européenne déficitaire pour 1,3 milliard d'euros, ce qui va donner naissance au deuxième constructeur de véhicules du Vieux Continent.

Outre le rachat des marques Opel et Vauxhall, qu'il espère faire revenir dans le vert d'ici à 2020, PSA (marques Peugeot, Citroën et DS) va reprendre conjointement avec la banque française BNP Paribas la filiale financière de GM Europe pour 900 millions d'euros, a-t-il précisé dans un communiqué.

Déficit chronique

« La valeur de transaction pour PSA, y compris Opel-Vauxhall et 50 % des activités européennes de GM Financial, sera de 1,8 milliard d'euros », a détaillé le groupe automobile français qui a engrangé un bénéfice net de 2,15 milliards d'euros en 2016.

La division européenne de GM est en déficit chronique, ayant encore perdu 257 millions de dollars (242 millions d'euros) l'année dernière. En seize ans, la facture s'élève à 15 milliards de dollars (14 milliards d'euros) pour le colosse de Detroit.

PSA vise de son côté un retour la rentabilité d'Opel et de Vauxhall dans les trois prochaines années, espérant pour les marques acquises « une marge opérationnelle courante de 2 % d'ici à 2020 et 6 % d'ici à 2026 ».

L'Oréal rachète 3 marques au canadien Valeant

Source : Le Figaro

Le groupe français de cosmétiques L'Oréal a annoncé lundi avoir finalisé le rachat de trois marques de soin pour la peau au laboratoire canadien Valeant, pour 1,3 milliard de dollars (environ 1,2 milliard d'euros).

L'acquisition des marques CeraVe (soins avancés pour la peau), AcneFree (nettoyant et traitement contre l'acné) et Ambi (pour les consommateurs multi-ethniques) avait été annoncée le 10 janvier. Ces trois marques sont distribuées aux Etats-Unis et cumulent un chiffre d'affaires annuel d'environ 168 millions de dollars.

L'Oréal a publié un bénéfice net en repli en 2016 et a décidé d'explorer "toutes les options stratégiques" sur sa chaîne de magasins The Body Shop dont les ventes et la rentabilité sont à la traîne.

Gorgé veut mettre ses imprimantes en Bourse

Source : Le Figaro

Groupe Gorgé, spécialisé dans les industries de haute technologie, a annoncé mardi qu'il envisageait d'introduire en Bourse en 2017 sa filiale Impression 3D, en croissance exponentielle, pour accélérer son développement. "L'opération serait réalisée par augmentation de capital, Groupe Gorgé souhaitant rester actionnaire de référence et de long terme", explique le groupe qui avait racheté le fabricant d'imprimantes 3D Prodways en 2013. Cette levée de fonds "permettrait à Prodways Group d'accélérer sa stratégie ambitieuse de conquête de parts de marché", ajoute le groupe dans son communiqué.

Fondé avec un seul salarié, Prodways, qui se présente comme le seul acteur européen intégré sur toute la

chaîne de valeur de l'impression 3D (machines, matières, pièces et services), en compte désormais 248. Son chiffre d'affaires est passé de 100.000 euros en 2013 à plus de 25 millions d'euros en 2016, dont 58% est réalisé à l'international.

Hors acquisition majeure, Prodways vise jusqu'en 2019 une croissance annuelle moyenne de son activité supérieure d'au moins 4 points à celle du marché. Celle-ci est attendue à un taux moyen de 31% par an entre 2015 et 2021, selon le cabinet Wohlers.

Prodways table sur une marge à deux chiffres de son excédent brut d'exploitation (Ebitda) à l'horizon 2019.

Les imprimantes 3D, qui permettent de fabriquer des pièces en trois dimensions par projection de poudres, sont destinées aussi bien au domaine industriel que biomédical. Groupe Gorgé, entreprise diversifiée présente dans la robotique, la protection en milieu nucléaire et l'ingénierie, a réalisé un chiffre d'affaires de 281,2 millions d'euros en 2016. Présent dans près de 10 pays, il s'appuie sur 1.700 collaborateurs.

EDF: augmentation de capital de 4 mds €

Source : Le Figaro

EDF a annoncé mardi le lancement de son augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de quatre milliards d'euros destinée à renforcer sa structure financière.

L'électricien public indique dans un communiqué que cet appel au marché se fera sur la base de trois actions nouvelles pour 10 actions existantes. Le prix unitaire de souscription a été fixé à 6,35 euros par action nouvelle, précise encore EDF.

Comme annoncé l'an dernier, le groupe rappelle que l'Etat français s'est engagé à y souscrire à hauteur de 3 milliards d'euros, soit environ 75% de l'opération.

[Engie et EDPR candidats à un appel d'offres d'éolien en mer](#)

Source : Le Figaro

Engie et la société portugaise EDPR candidatent au 3e appel d'offres pour l'implantation d'un parc d'une capacité comprise entre 250 et 750 mégawatts (MW) au large de Dunkerque.

Cette candidature commune en pré-qualification leur permet de poursuivre et de renforcer leur collaboration sur ce marché stratégique.

Engie et EDPR ont déjà travaillé ensemble dans l'éolien en mer posé avec les projets de Dieppe-Le Tréport (500 MW) et des Iles d'Yeu et Noirmoutier (500 MW), tout comme dans l'éolien flottant avec le projet de ferme pilote de Leucate en Méditerranée (24 MW) et comme partenaires coinvestisseurs pour le projet WindFloat Atlantic au Portugal (25 MW).

REGIONS

[La Normandie promet 10 millions pour redynamiser les centres-villes](#)

Source : Le Figaro

Le conseil régional de Normandie promet de déboursier 10 millions d'euros pour "redynamiser" les centres-villes de son territoire, a-t-on appris lundi auprès de la collectivité. La Région présidée par Hervé Morin (Les Centristes) va lancer le 3 avril un appel à projet à destination de 16 villes moyennes normandes

reconstruites après la guerre, incluant Rouen, Le Havre et Caen, selon un communiqué. Cinq d'entre elles seront sélectionnées avant la fin de l'année pour bénéficier de l'enveloppe régionale, a précisé à l'AFP le service de presse du conseil régional.

"La région consacrera 10 millions d'euros pour les aider à mettre en oeuvre les bonnes idées", a assuré Hervé Morin dans le communiqué. "Les opérations retenues devront avoir un impact sur l'attractivité du centre-ville en alliant travaux sur les parties communes du bâti privé, sur les équipements publics et sur la valorisation du patrimoine de la reconstruction", précise la Région.

Nombre de villes normandes ont été en grande partie détruites par les bombardements alliés qui ont précédé la Libération de l'été 1944. "La redynamisation des centres-villes reconstruits est un sujet majeur pour attirer habitants et services", a souligné Hervé Morin dans le communiqué. "Marqués par la vacance des logements, le départ des commerces et des services, les centres-villes reconstruits dans les années 50 souffrent d'une désaffection liée à une image vieillissante et à un confort qui ne répondent pas aux exigences d'aujourd'hui", estime le conseil régional.

En octobre, le gouvernement avait annoncé débloquer une enveloppe d'un million d'euros pour lutter contre la désertification commerciale d'un certain nombre d'agglomérations de taille moyenne. Selon un rapport alors remis au gouvernement, 87% des centres-villes français ont vu leur taux de vacances commercial augmenter entre 2001 et 2015. Le mouvement est particulièrement marqué dans les villes moyennes, avec un taux de vacance qui dépasse les 10% dans 55% d'entre elles.

Le cadre législatif, qui a "permis l'installation massive de grandes surfaces commerciales" en périphérie des villes concurrençant directement les petits commerçants urbains, doit être "réétudié", avait alors déclaré le secrétaire d'Etat au Commerce, Martine Pinville.

[La Bretagne lance sa plus grosse unité de bio-méthane](#)

Source : Le Figaro

Le groupe Vol-V met en service vendredi la centrale du Guelen, dans le Finistère. Elle couvrira l'équivalent des besoins en gaz de 10% de la population de Quimper. Petit à petit, la filière bio-méthane pousse ses pions en France. Certes, le gaz vert représente encore moins de 1% de la consommation de gaz dans l'Hexagone mais il peut s'appuyer sur un certain nombre de développements. A preuve, le groupe Vol-V, spécialisé dans les énergies renouvelables, inaugure vendredi la plus grosse unité de bio-méthane dans le Grand Ouest. Elle se situe précisément dans la zone d'activité du Guelen, dans le Finistère, à proximité de Quimper. L'objectif de production affiché oscille entre 2 et 2,5 millions de mètres cubes injectés par an dans le réseau de GRDF: ces volumes sont directement destinés à une consommation locale. Au petit jeu des comparaisons, ces livraisons représentent l'équivalent de la consommation de gaz de 6 350 personnes, soit 10% environ de la population de Quimper.

«Ce projet s'inscrit pleinement dans le cadre de la transition énergétique, avec une boucle de production qui illustre bien les circuits de l'économie circulaire, expose Cédric de Saint-Jouan, le président de Vol-V. Ainsi les neuf agriculteurs partenaires de l'installation contribuent à hauteur de près de 50% à l'approvisionnement de l'unité de bio-méthane en

substrats.» Ces substrats, ce sont toutes les matières premières végétales qui, dans le cadre d'une réaction chimique naturelle, permettent de produire de l'énergie. Les agriculteurs en question sont implantés dans un rayon de 7,5 kilomètres autour de la centrale. Leurs exploitations - des élevages bovins, porcins et de volaille - couvrent une superficie de près de 2 000 hectares.

Flotte de bus

Cédric de Saint-Jouan rappelle aussi que ses équipes ont sillonné dès 2011 le territoire breton pour trouver le territoire le plus propice à la future installation. «La région de Quimper possédait l'ensemble des atouts que recherche la filière bio-méthane en général, explique l'intéressé, à savoir la présence d'industriels du secteur agro-alimentaire producteurs de déchets méthanisables, la proximité d'exploitations agricoles, l'engagement de l'agglomération en faveur de la transition énergétique et son système de transport collectif roulant au gaz.» En effet, Quimper dispose d'une flotte de bus roulant au gaz et, toujours à titre de comparaison, la production de la centrale du Guelen produira deux fois l'équivalent de la consommation annuelle de cette flotte.

A noter, enfin, que les projets de développement de Vo-V ne se limitent pas à la Bretagne. Actuellement, quatre usines de méthanisation sont en construction en France, dont des unités en Normandie et dans la Beauce. «A l'horizon de 2021, nous avons l'ambition de devenir le premier producteur de bio-méthane dans l'Hexagone avec un objectif de plus de 0,5 térawattheure (TWh)», termine Cédric de Saint-Jouan.